



Independent observer  
of the Global Fund

## UNE ENQUÊTE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE RÉVÈLE QUE TROIS QUARTS DES RÉPONDANTS ONT EU RECOURS À L'ASSISTANCE TECHNIQUE DU FONDS MONDIAL

Dans [une enquête récente](#) auprès de 54 représentants d'organisations de la société civile et de groupes communautaires d'Afrique, 76 pour cent d'entre eux ont déclaré avoir eu recours à l'assistance technique à l'appui de leur participation aux procédures du Fonds mondial. L'enquête a été menée en mars 2017 par la Plateforme régionale de communication et de coordination pour l'Afrique anglophone hébergée par l'EANNASO. Cette plateforme fait partie de l'Initiative spéciale du Fonds mondial portant sur les communautés, les droits et les questions de genre (IS-CDG), dont un objectif clé est l'amélioration de l'accès à l'assistance technique afin d'aider la société civile et les groupes communautaires à participer de façon significative aux procédures du Fonds mondial.

Aidspan fait rapport sur les progrès de l'IS-CDG depuis 2015 (voir les articles dans la version anglaise de l'OFM [ici](#), [ici](#), [ici](#) et [ici](#)). L'enquête est une évaluation des besoins qui fait suite à une évaluation menée en janvier 2016. Aidspan a [rapporté](#) ces résultats par le passé.

L'enquête contient des perspectives sur la participation de la société civile et des communautés aux procédures du Fonds mondial dans 18 pays africains : l'Afrique du Sud, le Botswana, le Ghana, le Kenya, le Lesotho, le Liberia, le Malawi, Maurice, le Mozambique, la Namibie, le Nigeria, l'Ouganda, le Rwanda, la Sierra Leone, le Swaziland, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.

Bien que 57 pour cent des répondants aient entendu parler de l'IS-CDG pour la période 2014/2016, seuls 33 pour cent savaient qu'elle a été reconduite à hauteur de 15 millions de dollars pour le cycle de financement 2017/2019 (voir [l'article dans la version anglaise de l'OFM](#)). Compte tenu du fait que le

Fonds mondial n'a pas encore lancé les appels à propositions pour la prochaine phase, cela n'est pas surprenant.

Cinquante-six pour cent des personnes interrogées savaient qu'elles pouvaient solliciter de l'assistance technique auprès du département du Fonds mondial chargé des communautés, des droits et des questions de genre et de ses partenaires, ce qui suppose une légère amélioration par rapport aux résultats de l'[enquête 2016](#) (52 %). Toutefois, la probabilité que les répondants d'organisations de populations clés sachent qu'ils pouvaient faire appel à l'assistance technique du Fonds mondial était beaucoup moins grande (25 %) par rapport à celle des répondants d'organisations de la société civile (67 %) – résultat similaire à celui de l'enquête 2016. Cet écart de connaissance peut être particulièrement prononcé au niveau des communautés transgenres. En effet, parmi les répondants hommes, femmes et transgenres, les personnes s'identifiant comme transgenres étaient les moins susceptibles de savoir qu'elles pouvaient avoir recours à l'assistance technique du Fonds mondial (33 %). Ces résultats mettent en évidence la nécessité continue de mieux faire connaître l'assistance technique du Fonds mondial au sein des populations clés.

Le prestataire le plus souvent cité par les répondants ayant eu recours à l'assistance technique du Fonds mondial est le Dispositif d'appui technique de l'ONUSIDA pour l'Afrique orientale et australe, situé à Johannesburg (Afrique du Sud). Près d'un tiers de tous les répondants ont eu recours à l'assistance technique au travers de ce dispositif à un moment ou à un autre (voir la figure).

Figure : Nombre de répondants ayant fait appel à l'assistance technique du Fonds mondial auprès de plusieurs prestataires

[Nombre de répondants ayant fait appel à l'assistance technique du Fonds mondial auprès de plusieurs presta](#)

Image not found or type unknown

Source : What Communities Want: Informing the Global Fund's Community, Rights and Gender Strategic Initiative in Anglophone Africa, Plateforme régionale de communication et de coordination hébergée par l'EANNASO, mars 2017

« Je confirme que davantage d'organisations de la société civile ont eu recours à l'assistance technique à travers le Dispositif d'appui technique ces derniers mois », a déclaré Katlego Motlogelwa, consultant en appui technique auprès du Dispositif. M. Motlogelwa a rapporté à Aidsplan que l'ONUSIDA met au point une stratégie plus volontariste visant à augmenter l'assistance technique pour les organisations de la société civile, notamment en procédant à une évaluation des besoins et en organisant un atelier de suivi (voir l'[article de l'OFM](#)).

Malgré la popularité du Dispositif d'appui technique, un des prestataires privilégiés dans la région, il existe une certaine incertitude sur son avenir. En janvier 2017, Mott MacDonald a choisi de ne pas renouveler son contrat avec l'ONUSIDA pour continuer d'assurer la gestion du dispositif. Mott MacDonald est une société de conseil internationale qui gère le Dispositif d'appui technique depuis deux ans. Suite à l'échéance d'un ancien contrat en juin 2016, Mott MacDonald a proposé de poursuivre 12 mois de plus la gestion du dispositif, mais l'ONUSIDA ne lui a offert de contrat que pour six mois, jusqu'à fin décembre 2016. À l'échéance de ce contrat, lorsque l'ONUSIDA a voulu discuter d'une nouvelle reconduction, la société n'était plus intéressée.

Le Dispositif d'appui technique est actuellement hébergé à titre provisoire au sein de l'équipe d'appui aux régions de Johannesburg, le traitement des contrats et des paiements se faisant au travers du Dispositif d'appui technique pour l'Afrique occidentale et centrale (basé à Ouagadougou, au Burkina Faso). L'équipe d'appui aux régions a mis de côté 1 million de dollars pour répondre aux demandes d'assistance

technique jusqu'au mois de juillet 2017, après quoi l'avenir du Dispositif d'appui technique reste incertain.

La deuxième source la plus sollicitée après le Dispositif d'appui technique en matière d'assistance technique du Fonds mondial est l'assistance technique à court terme assurée par les pairs offerte au travers du Département du Fonds mondial en charge des communautés, des droits et des questions de genre dans le cadre de l'IS-CDG. Après l'approbation de l'Initiative spéciale par le Conseil d'administration en août 2014, le volume de l'assistance technique déployée a augmenté rapidement. En un an à peine, le nombre total de missions financées a triplé, passant de 23 en mars 2015 à 69 en mars 2016 (voir l'[article de l'OFM](#)). Fin 2016, l'IS-CDG avait investi près de 5 millions de dollars dans plus de 100 missions d'assistance technique. Les types de missions comprennent des examens des plans stratégiques nationaux relatifs aux maladies, des réunions de consultation pendant la mise au point des demandes de financement, et des audits des projets de demande de financement concernant les droits de l'Homme et les questions de genre.

Les répondants ont également déclaré avoir fait appel à l'assistance technique du Fonds mondial auprès de l'Initiative BACKUP Health de l'Agence allemande pour la coopération internationale (GIZ), du gouvernement des États-Unis, de Women4GlobalFund et du partenariat Halte à la tuberculose.

Bien que cette enquête révèle que la majorité des personnes interrogées ont eu recours à une forme ou à une autre d'assistance technique en soutien à leur engagement dans le cadre des opérations du Fonds mondial, il convient de souligner que 20 pour cent d'entre elles ont déclaré ne jamais y avoir eu recours. Étant donné que le Fonds mondial aspire à augmenter ses investissements dans l'assistance technique en matière de communautés, de droits et de questions de genre – à 6 millions de dollars pour le cycle de financement 2017/2019 (voir l'[article dans la version anglaise de l'OFM](#)) – il faudra peut-être faire davantage pour stimuler la demande.

Enfin, l'enquête fait la lumière sur le type d'assistance technique dont les organisations de la société civile et les groupes communautaires pourront avoir le plus besoin. Les répondants avaient plus confiance dans leur capacité à participer à la mise au point de la demande de financement que dans leur capacité à assurer un suivi communautaire efficace pendant la mise en œuvre de la subvention. L'assistance technique en matière de suivi communautaire a toujours été limitée. Au cours du cycle de financement 2014/2016, la plus grande partie de l'assistance technique – y compris celle disponible au travers de l'Initiative spéciale portant sur les communautés, les droits et les questions de genre – était uniquement disponible jusqu'au stade de la signature de la subvention. À l'avenir, l'IS-CDG du Fonds mondial (2017/2019) proposera l'assistance technique à tous les stades du modèle de financement, y compris pendant la mise en œuvre des subventions. La société civile et les groupes communautaires auront ainsi davantage d'occasions de faire appel à l'assistance technique aux fins du suivi communautaire.

[Read More](#)

---